

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 304 / Août 2020

# IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR L'ÉPARGNE ET L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

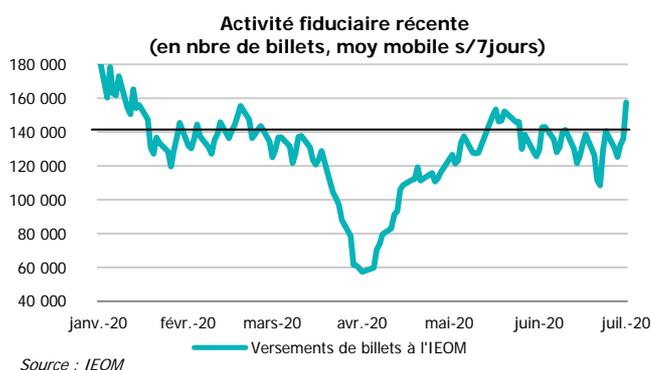
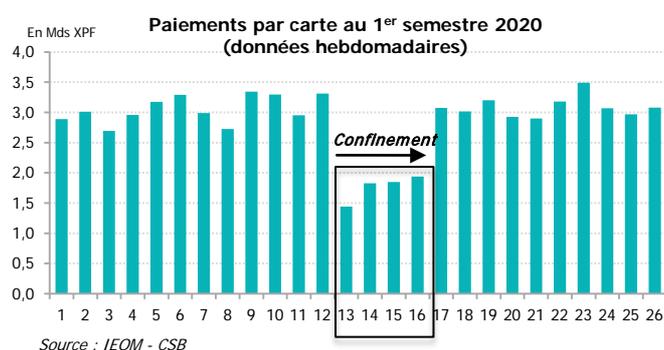
## HAUSSE DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES ET MAITRISE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES

La crise sanitaire du COVID-19 et les mesures de soutien mises en œuvre (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE<sup>1</sup>) ont des répercussions sur la situation financière des ménages et des entreprises à travers l'évolution de leurs dépôts et de leur endettement.

À partir des déclarations mensuelles d'encours de dépôts et de production de crédits des établissements de crédit de la place bancaire calédonienne<sup>2</sup>, il ressort de cela que **les ménages** ont accumulé une épargne bancaire de près de 9,7 milliards XPF depuis le mois de mars, alors qu'en parallèle la production de crédits se replie (-3 milliards XPF sur le trimestre, ou encore -6,4 milliards par rapport à 2019, soit -22,3 %). De leur côté, **les entreprises** voient leurs dépôts croître de 6,4 milliards XPF d'avril à juin, dont plus de 15,7 milliards pour les dépôts à vue (-9,3 milliards XPF pour les comptes rémunérés), alors que la production de crédits progresse très modestement, portée principalement par les octrois de prêts garantis par l'État destinés à financer leurs besoins de trésorerie.

Le recensement des premiers cas de COVID-19 sur le territoire survenus en mars 2020 a conduit les pouvoirs publics calédoniens à fermer les frontières à partir du 20 mars et imposer des mesures de confinement strictes durant quatre semaines consécutives entre le 24 mars 2020 et le 20 avril, suivi d'un confinement adapté jusqu'au 4 mai.

Cette situation inédite s'est immédiatement fait ressentir sur les échanges commerciaux qui se sont fortement réduits : les flux hebdomadaires de transactions par carte bancaire des banques locales se sont réduits de 40 % (par rapport à leur moyenne depuis le début d'année) pendant les quatre semaines de confinement strict, et les versements de billets au guichet de l'IEOM de plus de 50 %. Depuis la sortie du confinement, une normalisation est observée avec un retour progressif au niveau d'avant confinement mais sans effet apparent de rattrapage.



<sup>1</sup> Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF.

<sup>2</sup> Les dépôts regroupent ainsi ceux des 4 Banques FBF et de l'OPT et la production de crédit correspond à celle déclarée par les 4 banques FBF, le CAMNC et les 4 sociétés financières.

## Hausse de l'épargne des ménages et baisse de la production de crédits

Les flux de **dépôts à vue** mensuels des ménages augmentent sensiblement depuis le mois d'avril : +2,9 milliards XPF en avril, de +3,6 milliards XPF en mai et de +0,7 milliard XPF en juin, soit une hausse cumulée de 7,5 milliards XPF en 3 mois.

Les **comptes rémunérés**, composés principalement des comptes sur livret et des comptes à terme, enregistrent également une progression notable avec un cumul sur 3 mois de +2,2 milliards XPF, dont l'essentiel a été enregistré en avril (+1,3 milliard XPF).

Ainsi, au total, les ménages enregistrent une hausse cumulée des **flux de dépôts totaux** de 9,7 milliards XPF entre avril et juin 2020 (contre +3,6 milliards XPF sur la même période l'année précédente), dont 8,6 milliards XPF pour les seuls mois d'avril et mai. En effet, durant ces deux mois de confinement, les ménages ont été contraints dans leurs possibilités de consommation, alors que leurs revenus ont été en majorité maintenus, les salariés des secteurs les plus touchés ayant pu dans leur ensemble bénéficier des mesures de chômage partiel et ceux des autres secteurs du privé et du secteur public ayant dans leur majorité conservé leur rémunération.

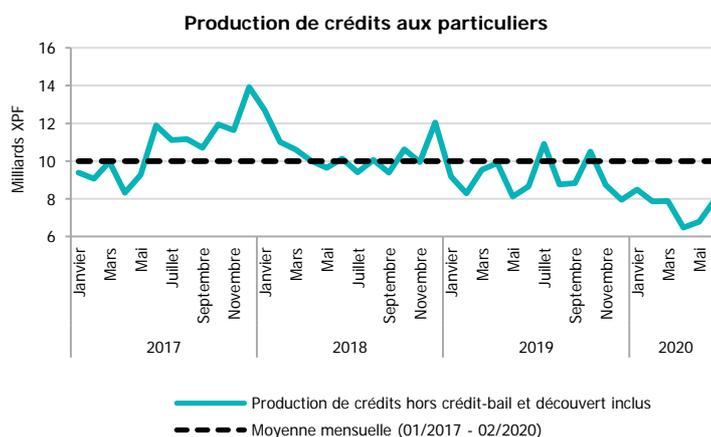
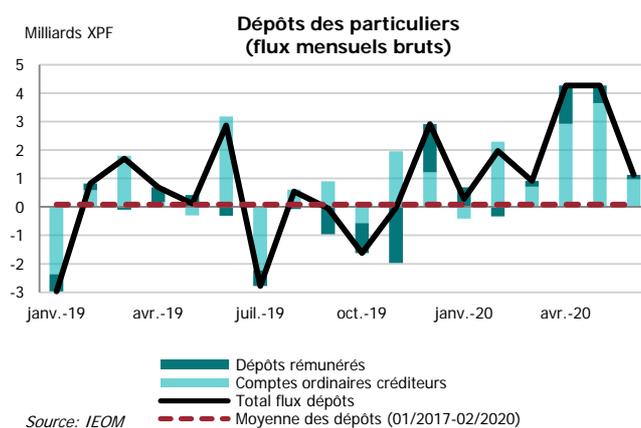
La hausse au mois de juin, bien qu'encore importante est moindre et n'est pas atypique, ce qui semble traduire une normalisation des arbitrages et de la consommation, comme en témoignent par ailleurs les paiements par cartes ou encore la reprise des ventes de véhicules neufs et d'occasion (3 187 transferts de cartes grises et immatriculations de véhicules neufs ont été enregistrés en juin, soit plus que la moyenne de 2019 qui s'établissait à 2 736).

À titre de comparaison, en Polynésie française, le flux d'épargne cumulée s'établit à 11,6 milliards XPF de mars à mai (cf. note [Impact de la crise de la COVID-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises en Polynésie française](#)).

### Dépôts bancaires des ménages

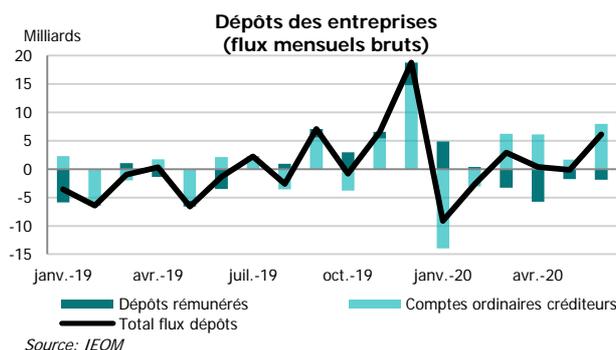
Flux mensuels en millions XPF	Encours						Flux				Moyenne
	déc-19	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	
<b>Dépôts bancaires</b>	<b>279 603</b>	<b>281 860</b>	<b>282 777</b>	<b>287 050</b>	<b>291 323</b>	<b>292 454</b>	<b>917</b>	<b>4 273</b>	<b>4 273</b>	<b>1 131</b>	<b>86</b>
Dépôts à vue	129 072	130 967	131 680	134 599	138 251	139 217	713	2 919	3 653	966	381
Dépôts rémunérés	150 530	150 893	151 097	152 451	153 071	153 237	204	1 354	620	165	-294

En parallèle, la **production de crédits** aux particuliers (crédit à la consommation et à l'habitat), déjà en baisse au premier trimestre s'est réduite encore davantage, notamment en avril et mai. Elle est passée sous les 7 milliards XPF pendant ces deux mois et s'établit à 21,2 milliards XPF d'avril à juin, en recul de 3 milliards XPF par rapport aux trois mois précédents et de 6 milliards par rapport à la même période en 2019 (ou encore à la moyenne trimestrielle de 2019), soit -22 %.



## Accroissement sensible des dépôts à vue des entreprises et hausse modeste de la production de crédits

Les **dépôts totaux des entreprises** progressent de 6,4 milliards XPF en cumul d'avril à juin (contre une baisse de 7,6 milliards sur la même période en 2019), dont plus de 6 milliards XPF pour le seul mois de juin. S'ils ont en effet peu évolué aux mois d'avril et mai, la décomposition entre les différents placements fait apparaître des arbitrages notables, avec une nette contraction des **comptes rémunérés** (-7,5 mds XPF sur ces deux mois) en faveur des **comptes à vue** (+7,8 mds XPF). Au mois de juin, les dépôts progressent de 6 milliards XPF au total, dont +7,9 mds XPF pour les dépôts à vue, tandis que les comptes rémunérés enregistrent leur 4<sup>e</sup> mois de contraction consécutif (-1,9 milliard XPF).

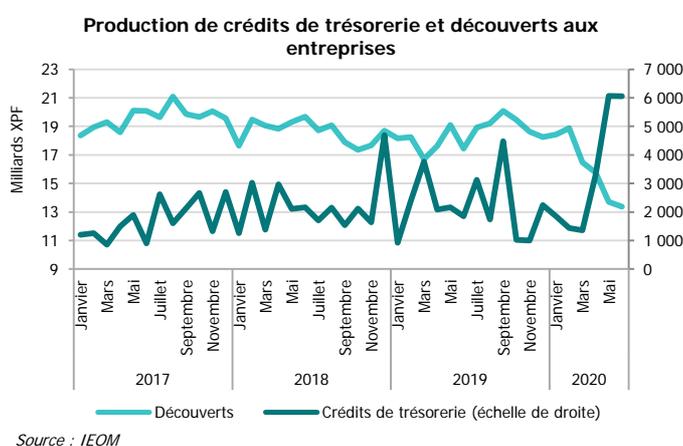
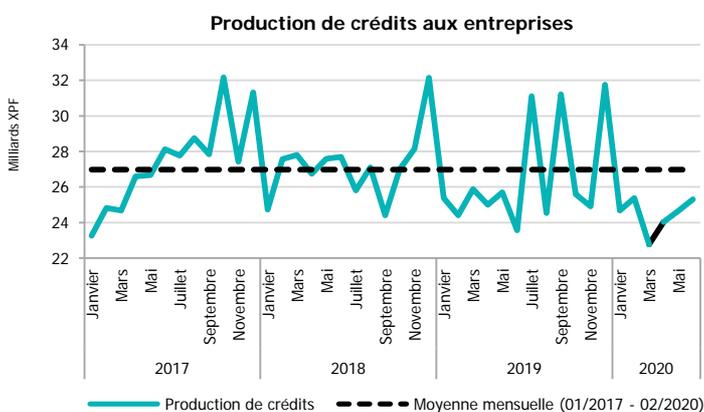


### Dépôts des entreprises

Flux mensuels en millions XPF	Encours						Flux				Moyenne
	déc-19	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	janv-17/févr-20
<b>Dépôts bancaires</b>	<b>251 491</b>	<b>239 711</b>	<b>242 620</b>	<b>243 012</b>	<b>242 896</b>	<b>248 978</b>	<b>2 909</b>	<b>392</b>	<b>-115</b>	<b>6 082</b>	<b>-74</b>
Dépôts à vue	197 841	180 823	187 015	193 141	194 781	202 718	6 192	6 126	1 640	7 937	250
Dépôts rémunérés	47 948	58 887	55 605	49 871	48 115	46 260	-3 282	-5 734	-1 755	-1 855	-325

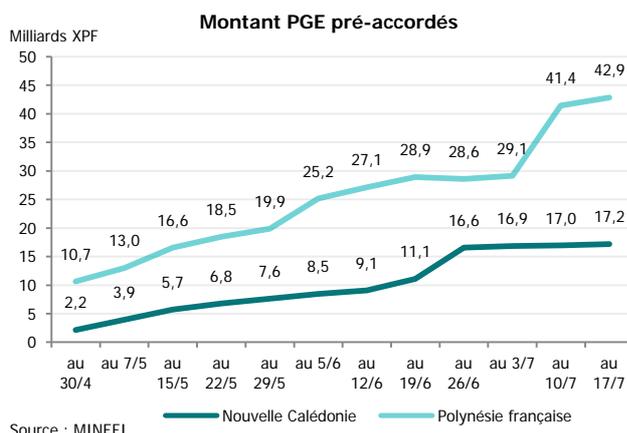
Ainsi, la hausse cumulée, assez exceptionnelle, des **dépôts à vue** (+15,7 milliards XPF d'avril à juin, contre -1,8 milliard XPF sur la même période en 2019), traduit donc majoritairement une mobilisation par les entreprises de leur épargne placée (comptes rémunérés : -9,3 milliards XPF). À cela s'ajoutent les effets des reports des cotisations, des reports d'échéances et surtout les crédits de trésorerie PGE.

Concernant les **crédits aux entreprises**, la production totale progresse modestement d'avril à juin (+1,2 milliard XPF par rapport au premier trimestre, à 74 milliards XPF). Cette hausse inverse la tendance à la baisse du 1<sup>er</sup> trimestre (-9 milliards par rapport au dernier trimestre 2019) mais reste très modeste (identique à celle de la même époque en 2019 et en baisse de 5,7 milliards par rapport à la moyenne trimestrielle sur l'année 2019), témoignant d'une certaine réticence des entreprises à s'endetter et une maîtrise de leur niveau d'endettement. Cette hausse de la production est également plus modeste que la hausse des dépôts totaux constatés d'avril à juin.



Le **recours des entreprises aux PGE** est apparent à travers la hausse de 10,8 milliards XPF de la production de crédits de trésorerie entre avril et juin (par rapport au trimestre précédent). Cette évolution est toutefois compensée par une baisse quasi équivalente des découverts (-10,9 milliards), dont les conditions sont bien moins favorables.

À mi-juillet, le montant de PGE pré-accordés s'établit à 17,2 milliards XPF en Nouvelle-Calédonie, ce qui devrait impacter l'évolution des dépôts et les encours de crédit des entreprises dans les prochains mois, au rythme des décaissements. À titre de comparaison, les PGE totalisent 42,9 milliards XPF en Polynésie française, pour des bénéficiaires moins nombreux (616 contre 896 en Nouvelle-Calédonie), concentrés sur les secteurs du tourisme et des transports. Le montant moyen est par conséquent nettement plus élevé.



---

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : Y. CARON – Responsable de la rédaction : M. ARDOINO  
Éditeur et imprimeur : IEOM – Achevé d'imprimer : Août 2020 ISSN 2679-0769